

ТРУДЫ ФРАНКО-РОСССИЙСКОГО НАУЧНО-ОБРАЗОВАТЕЛЬНОГО ЦЕНТРА РЕГИОНАЛЬНЫХ СОЦИАЛЬНО-КУЛЬТУРНЫХ ИССЛЕДОВАНИЙ

УДК 32

Бартелеми Курмон, профессор, Католический Университет Лилля (Франция), (e-mail: barthelemy.courmont@univ-catholille.fr)

Наталья Гильви-Суликашвили, доктор философии, заместитель декана по вопросам международного сотрудничества факультета гуманитарных наук, Католический университет Лилля (Франция), (e-mail natalia.sulikashvili@univ-catholille.fr)

УПРАВЛЕНИЕ ПАНДЕМИЕЙ COVID-19 В КИТАЕ И РОССИИ: СРАВНИТЕЛЬНЫЙ АНАЛИЗ

Статья двух французских ученых, построенная по принципу «вопрос-ответ», посвящена внутренней и внешней политике двух великих держав – России и Китая – в условиях массового распространения COVID-19. Авторы рассматривают особенности реакции правительств Китая и России на пандемические явления, изучают особенности внешней политики двух стран на фоне общемировой проблемы. Кроме того, их интересует вопрос, какую позицию стремится занять Россия в мультиполярном мире на этапе борьбы с пандемией.

Ключевые слова: пандемия, коронавирус, Россия, Китай, международная политика

La Chine a été le premier pays touché par le Covid-19, mais elle est également sortie de la pandémie la première. Que nous révèle la gestion de la pandémie par Pékin sur l'état réel du pays, notamment sa gouvernance ?

La gestion de la crise sanitaire par Pékin nous fournit de nombreux enseignements, tant en ce qui concerne les moyens de réaction dont dispose un pays comme la Chine qu'au niveau politique. Et ces enseignements indiquent à la fois que la Chine a considérablement progressé, depuis l'épidémie de SRAS de 2003 notamment, mais qu'elle reste confrontée à des problèmes structurels qui ont un impact négatif sur la gestion d'une crise sanitaire de cette ampleur.

Il y a bien sûr une spécificité chinoise dans la réponse à cette crise : elle apparaît en Chine, et les autorités locales et nationales n'ont donc pas de recul face au risque sanitaire, et aucune capacité d'anticipation. Il faut donc déployer des moyens importants dans l'urgence, et sans avoir une connaissance précise du virus et de sa transmission. C'est d'ailleurs une des questions qui est souvent évoquée pour mettre en avant à la fois les lenteurs dans la réaction chinoise, et les

connivences avec l'OMS, cette dernière ayant officiellement considéré jusqu'à la mi-janvier que le Covid-19 n'était pas transmissible par voie humaine, en dépit par exemple d'alertes en provenance de Taiwan, dès la fin décembre. Se pose aussi la question de l'ampleur de l'épidémie, et donc de la question des tests, considérant que là aussi on est dans une situation d'urgence et on ne dispose pas du moindre recul sur la bonne méthode. En quelques semaines, ce qui est présenté par les détracteurs de Pékin comme un délai trop long, mais ce qui reste cependant très rapide compte-tenu du contexte, la Chine met en place un plan d'urgence d'une échelle inédite, avec notamment le confinement d'une gigantesque métropole, Wuhan, et de plusieurs autres régions où sont relevés des cas. Au total, on parle de 250 à 300 millions de personnes (ce qui correspond à la quatrième population mondiale, juste derrière les Etats-Unis, pour se faire une idée précise) qui entrent dès janvier dans une phase de confinement extrêmement strict, puisqu'on s'appuie même sur les mécanismes à échelle des quartiers pour les approvisionnements en nourriture, permettant ainsi d'éviter les contacts physiques. Wuhan est ainsi complètement à l'arrêt, et le restera pendant

plus de 70 jours. Notons ici que la Chine fut le premier pays à instaurer un confinement dans la crise du Covid-19, exemple qui sera reproduit dans un très grand nombre de pays, à plus ou moins grande échelle. Pour identifier les malades et les soigner, on mobilise également le personnel médical de tout le pays, qui est acheminé dans les zones infectées, et on renforce les capacités d'accueil dans les hôpitaux, notamment en construisant en quelques jours des bâtiments provisoires à Wuhan. La réaction chinoise fut donc spectaculaire tant dans la priorité accordée au confinement que dans les moyens colossaux déployés pour endiguer la maladie.

La réponse chinoise trouve aussi ses spécificités dans la nature de son régime autoritaire qui puise sa légitimité dans une gouvernance jugée bonne en ce qu'elle produit de la croissance et de l'enrichissement personnel. On parle ici d'un « contrat social » chinois. Mais cette gouvernance fut fortement chahutée dans les premières semaines de la crise sanitaire, avant que Pékin ne reprenne les choses en main. Le contrat social reste cependant en question, et sera suspendu à la reprise de l'activité économique et le retour de la croissance. Dans les premières semaines de crise sanitaire, les réseaux sociaux chinois ont multiplié les signes d'inquiétude mais aussi de défiance, avec des témoignages de lanceurs d'alertes et l'évocation de retards autant que d'un manque de transparence. Ce n'est pas parce que le régime chinois est autoritaire qu'il n'existe pas dans ce pays, de façon sectorielle, de lieux de contestation, et la gestion du Covid-19 en fut un. Cependant, après une période de critiques, le pouvoir central a repris les choses en main début février, en limogeant des responsables locaux et en renforçant le contrôle des informations circulant sur les réseaux sociaux. Xi Jinping, qui fut pendant deux semaines en retrait, réapparut de manière habile au moment où la situation semblait mieux contrôlée. Cependant, il serait précipité de considérer qu'il sort vainqueur de cette crise sanitaire, qui a permis à son Premier ministre Li Keqiang – un homme de Hu Jintao, pas de Xi – d'être au centre de la gestion (il visita notamment Wuhan dès janvier), et laisse présager des rivalités en interne. Par ailleurs, si le pouvoir sort renforcé, il reste exposé aux résultats de l'économie, à la gestion de la crise de Hong Kong ou encore aux risques d'une « seconde vague » de Covid-19. Le pouvoir chinois a démontré sa capacité à gérer cette crise, mieux que le SRAS il y a deux décennies, mais il reste confronté à des défis que cette crise n'a fait qu'amplifier, aussi les effets se feront peut-être ressentir dans la durée, en fonction de l'habileté des dirigeants chinois.

De son côté, la Russie a été exposée plus tardivement à la pandémie, mais celle-ci s'est développée à grande échelle, faisant de ce pays l'un des plus touchés au monde. Faut-il y voir des problèmes dans la réponse apportée par les pouvoirs publics ? Et si oui, lesquels ? Et comme dans le cas chinois, doit-on considérer que Vladimir Poutine sort renforcé ou au contraire affaibli de cette crise ?

Moscou fut l'un des premiers pays à prendre des dispositions importantes. La frontière longue de plus de 4 200 km avec la Chine fut ainsi fermée dès janvier 2020, ce qui a retardé une arrivée néfaste de la maladie sur le territoire russe. Vers la fin du mois de mars toutes les frontières nationales ont été fermées et le trafic aérien suspendu. Le 14 mars, Vladimir Poutine déclarait que l'épidémie était sous contrôle, mais dans les faits tout ne se passe pas comme prévu. Cette crise du Covid-19 se double notamment très rapidement d'un choc pétrolier et bouscule les plans du président russe qui doit affronter une chute des prix du pétrole et par conséquent la mise en péril du budget fédéral. Le referendum destiné à lui permettre de rester au pouvoir jusqu'en 2036 est même repoussé, tandis que la grande parade militaire du 9 mai est annulée. Ce n'est que le 25 mars que le président russe s'adresse à la population dans un discours officiel et l'avertit du danger en l'incitant à se confiner pour une semaine. En réaction, son taux de popularité est alors en chute libre. Pour conserver une image de dirigeant fort il semble prendre une distance et délègue la gestion de l'épidémie aux gouverneurs des régions, qui ont pourtant vu leur pouvoir de plus en plus contrôlé depuis 20 ans. Le principe de la verticale du pouvoir n'est ainsi plus respecté, et le gouvernement explique cela par le fait que le territoire est vaste.

Vladimir Poutine signe le 1 avril une loi qui confère au gouvernement le droit de décréter le régime de situation d'urgence ou l'état d'alerte avancée sur tout ou partie du territoire en cas d'épidémie. Il a également invité les gouverneurs à gérer la crise dans leur région de façon autonome avec la possibilité d'adapter les mesures selon l'urgence. Mais le fait que les mesures sanitaires appliquées ne sont pas homogènes pour l'ensemble du territoire explique en partie l'essor de la pandémie. Chaque région où la situation varie fortement a ainsi décidé localement d'un allègement des mesures restrictives à partir du 11 mai. Il est important de préciser que les dirigeants locaux ne disposent pas de beaucoup de moyens. Ils manquent notamment d'experts médicaux, et la

corruption absorbe les aides fédérales et les taxes locales. Selon le premier ministre Michouline, l'Etat a débloqué en janvier 33 milliards de roubles pour augmenter le nombre de lits dans les hôpitaux et encore 32 milliards en avril (équivalent de 800 millions d'euros). Vers mi-avril Vladimir Poutine déplorait que les autorités régionales n'utilisent pas ces sommes avec suffisamment d'efficacité. De fait, les fonds du soutien médical seraient dépensés à hauteur de moins de 10%. Il est fort probable que les gouverneurs soient embarrassés par une marge de liberté inhabituelle qui leur a été accordée par le pouvoir central, ce qui pourrait expliquer cette difficulté à utiliser les fonds alloués. Mais dans le même temps sur le terrain, les hôpitaux ne sont pas suffisamment équipés et manquent de matériel. Les médecins russes auraient de leur côté seize fois plus de risque de mourir du virus que leurs homologues étrangers dans les mêmes stades d'épidémie, et certains d'entre eux choisissent de déserter leur poste. Après avoir désigné les gestionnaires de l'épidémie, Poutine leur demande des comptes et les menace en précisant que si les bonnes mesures ne sont pas prises au bon moment il considérera cela comme une négligence criminelle. Dans ce contexte trois chefs de régions de Komi, d'Arkhangelsk et du Kamtchatka ont pris la décision de démissionner. D'autres pilotent en tâtonnant et sont parfois prêts à lever les restrictions malgré le taux d'infection élevé. Sur le plan économique, 40% de la population a vu son pouvoir d'achat chuter, et 10% des Russes ont perdu leur travail, selon les estimations de l'école des hautes études en économie.

Fin juin les frontières sont toujours fermées et la Russie maintient l'interdiction d'entrée sur son territoire aux ressortissants étrangers. Le nombre de cas par million d'habitants est 3,5 fois supérieur à la moyenne internationale, tandis que le nombre de morts par million d'habitant est équivalent à la moyenne internationale. Le taux de mortalité est de 1,4%. Le nombre de tests par million d'habitants, 130 530, est assez élevé. Au total 13% de la population a été testée, ce qui est un excellent taux au niveau mondial (USA 9,7%, France 2,1%). Le président russe a quant à lui vu sa popularité tomber de 4 points entre mars et avril et de 10 points depuis janvier. L'institut de statistiques Levada indique qu'elle est à 59%, donc au plus bas historiquement. Cependant, et comme c'est le cas depuis un certain temps la population ne voit pas une alternative à la candidature de Poutine car il manque en Russie une opposition forte et organisée. Malgré le mécontentement de la population, le régime actuel peut ainsi compter sur un soutien fort.

*La Chine a développé une « diplomatie du masque » et anticipé l'impact de la pandémie dans les pays en développement en mettant à disposition des masques, kits de tests, vêtements de protection, équipes médicales... Dans le même temps, Pékin est la cible de ceux qui dénoncent son « entrisme » diplomatique. La Chine sort-elle sur le plan diplomatique plutôt affaiblie ou au contraire, renforcée ? Et a-t-elle gagné, comme le suggère Kishore Mahbubani dans *Has China Won ?**

La Chine a rapidement évalué les possibles opportunités à saisir en sortant le plus vite possible de la crise et en se projetant à l'international, tandis que d'autres grandes puissances, les Etats-Unis en particulier, se repliaient sur elles-mêmes et laissaient en suspens leur politique étrangère. Il est d'ailleurs intéressant à ce titre de noter que la Chine s'adapte à la politique étrangère américaine, et profite de la vacance du leadership américain quand Washington ne peut pas, ou ne veut pas, prendre des initiatives à l'international. C'est exactement ce que nous observons à l'occasion de cette crise qui est ici, comme sur d'autres sujets, un révélateur à grande échelle et un accélérateur de réalités qui étaient déjà observables auparavant. Comme souvent, la Chine s'appuie sur deux caractéristiques pour relancer cette « grande séduction » : d'une part un soft power mis en avant par un discours modéré et favorisant la multipolarité ; d'autre part des moyens financiers considérables, et dont les autres grandes puissances ne disposent pas. La « diplomatie du masque » s'inscrit ainsi dans la continuité de la stratégie de soft power chinois – pensée dès les années 1990 et mise en œuvre à partir des années 2000 – et de la Belt and Road Initiative (BRI), que nous présentons souvent comme les « nouvelles routes de la soie ». Détail intéressant, cette stratégie de main tendue ne se limite pas à quelques acteurs, mais se veut, comme la BRI, globale. Les pays européens, sévèrement frappés par la crise à partir de février, bénéficièrent ainsi de cette offensive de charme chinoise, mais c'est également le cas du continent africain, du Moyen-Orient ou de l'Asie du Sud-est (qui est cependant moins impactée à ce stade). Et si le président brésilien n'était pas Bolsonaro, ce pays serait sans aucun doute en tête de la liste des bénéficiaires de cette diplomatie du masque (qui concerne matériel et même équipes de soins en certains cas). Si ces aides sont bienvenues, il fait cependant ne pas se montrer naïf. La Chine a besoin de relancer une mondialisation dont elle est devenue le principal acteur, et c'est donc par nécessité plus

que par choix que Pékin cherche à faire sortir au plus vite ses partenaires économiques et commerciaux de la crise sanitaire. Mais au final, c'est une Chine à la fois capable et volontaire qui est mise en avant, à un moment où le leadership américain fait défaut.

Est-ce que pour autant, comme l'affirme l'ancien diplomate singapourien Kishore Mahbubani, la Chine a gagné ? Le livre de Mahbubani s'inscrit dans la continuité d'autres travaux sur l'affirmation de la puissance chinoise. On peut par exemple mentionner le livre du britannique Martin Jacques, *When China Rules the World*, publié en 2010. Jacques avait à l'époque reçu de très vives critiques dans les cercles académiques occidentaux, qui lui reprochaient d'être un « panda kisser » (pro-Pékin), là où il semblait plutôt chercher de manière objective à démontrer que la Chine était en train « de gagner ». On peut mentionner également les travaux de Joshua Cooper Ramo qui avait identifié dès 2006 le consensus de Pékin et n'avait que peu été pris au sérieux à l'époque, ou le regretté Erik Izraelewicz auteur de *Quand la Chine change le monde* en 2005 et *L'arrogance chinoise* en 2011. Pour ma part, j'avais développé la question du soft power chinois dans *Chine, la grande séduction* en 2009 et la relation Washington-Pékin dans *Une guerre pacifique* en 2013. Mahbubani avance donc sur un terrain dans lequel il n'est pas isolé, et il bénéficie même, involontairement, du soutien du président des Etats-Unis, Donald Trump, ce dernier ayant déclaré en 2018 en réponse à une question sur les guerres commerciales avec la Chine que ces dernières ne datent pas d'hier, et que les administrations ayant précédé la sienne les ont perdues. Une autre manière de dire que la Chine a gagné, et que les mesures mises en place consisteraient ainsi à tenter d'inverser la tendance, mais pas d'anticiper.

Les défis chinois restent cependant importants, sur la scène intérieure comme on l'a vu mais aussi sur la scène internationale. L'hégémon chinois est ainsi l'objet de vives résistances en Asie, et l'image de Pékin est encore affectée par la nature du régime. Le rapport de force avec Taiwan et le problème de Hong Kong (nous y reviendrons) sont autant de limites à l'affirmation de la puissance chinoise, cette dernière étant contestée à ses marges et chez ses voisins. Reste que la Chine sort renforcée sur la scène internationale et, par le principe des vases communicants, les Etats-Unis en sortent affaiblis.

Quelle a été la stratégie de la Russie en direction des autres pays sévèrement frappés par la pandémie ? Moscou y-a-t-il vu une opportunité

de renforcer sa présence dans certains Etats, soit à l'intérieur de l'espace post-soviétique, soit dans d'autres régions ?

Sur le plan international, la Russie a manifesté le recours au soft power dans le cadre de l'aide humanitaire. L'aide internationale offerte par la Russie démontre sans doute certaines de ses priorités diplomatiques, qu'il s'agisse de l'aide apportée au Venezuela ou de l'envoi des masques et de l'aide médicale à l'Italie, la livraison de matériel médical aux Etats-Unis et à la Serbie. Ces actions poursuivent un double objectif d'afficher la bienveillance russe d'une part, et de souligner d'autre part l'incapacité des dirigeants européens à sortir de cette crise. De cette manière Moscou agit par mimétisme envers son partenaire chinois et montre également qu'elle compte dans ce type de gestion d'une crise internationale. Les nombreux reportages et tweets sur l'aide apportée aux Etats-Unis étaient tout d'abord destinés à l'audience occidentale et à la Chine pour renforcer le message que la Russie assiste la première puissance mondiale quand celle-ci est en difficulté. De cette manière, la Russie se positionne comme un intermédiaire entre Washington et Pékin dans un contexte de rivalité profonde entre les deux premières puissances. En ce qui concerne l'Italie, un détachement de 66 médecins et militaires russes venant des forces de défense chimique a été largement médiatisé. Les images des véhicules militaires russes parcourant 600 km entre Rome et Bergame porte cependant plutôt le visuel de hard power, surtout qu'il s'agit d'un pays membre fondateur de la construction européenne et de l'OTAN. Cette assistance peut aussi être interprétée comme une tentative de faire pression sur le gouvernement italien dans le but d'obtenir un soutien dans l'assouplissement des sanctions européennes. La demande de levée des sanctions, compte-tenu de la crise épidémique, a d'ailleurs été la seule contribution de Vladimir Poutine à l'agenda du G20 du 26 mars 2020. L'aide médicale transportée par les militaires russes vers la Serbie poursuit de son côté l'objectif de consolider les positions de Moscou dans les Balkans occidentaux face aux influences de l'UE, de l'OTAN et de la Chine. En outre, la Russie renforce sa campagne mensongère médiatique à travers les chaînes d'Etat pour utiliser cette crise à son avantage dans la lutte contre l'Occident. A titre d'exemple on peut citer l'information que le virus a été créé comme un arme de l'OTAN pour affaiblir les autres pays.

En ce qui concerne l'étranger proche qui est au cœur des priorités stratégiques de la Russie, un million de kits de test a été envoyé aux parte-

naires de la CEI (Communauté des Etats Indépendants), les pays de l'espace post-soviétique. 217 millions de dollars sur 10 ans ont été prêtés à la Moldavie à un taux d'intérêt annuel bas de 2%, et un soutien a été accordé à l'Ouzbékistan et aux pays membres de l'Union économique eurasiatique (Arménie, Belarus, Kirghizstan). Vladimir Poutine a également signé un décret interdisant l'expulsion des étrangers ressortissants des républiques ex-soviétiques et l'extension automatique de la validité de leurs visas et titres de séjour entre le 15 mars et le 15 juin. Cependant, la fermeture des frontières russes a eu un impact sur les pays membres de l'Union économique eurasiatique. Elle a eu pour conséquence la restriction des transports de marchandises, mais a aussi empêché l'entrée de milliers d'ouvriers venant d'Asie Centrale de participer aux travaux agricoles de la saison estivale. Ce fait aura un impact sur l'agriculture russe et également sur les pays d'Asie Centrale dont l'économie dépend en grande partie des travailleurs immigrés. En se montrant assez peu solidaire dans la gestion de la crise, la Russie manifeste bien que la création de cette union a des buts purement géopolitiques qui sont devenus secondaires lorsqu'elle affronte ses propres problèmes économiques causés par la pandémie. D'une manière générale, absorbée par la gestion de la crise à l'intérieur du pays et ses conséquences, la Russie est moins présente sur la scène internationale.

La pandémie a mis en exergue une confrontation de plus en plus marquée entre Washington et Pékin. Va-t-on vers une contraction des relations internationales (ChinAmerica) ou un éparpillement (à travers la concurrence et l'émergence de nouvelles instances de régulation du système international - G20 ; BRICs ; mais également les organisations sous-régionales, telles que l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), la Conférence pour l'Interaction et les mesures de Confiance en Asie (CICA)...-, dont Pékin pourrait aussi bénéficier ?

La « Chinamérique », ou G-2, est une idée avancée dans les années 2000 pour décrire une nouvelle bipolarité, un équilibre mondial articulé autour de Washington et Pékin. Cette idée est aussi à l'origine des interprétations, parfois hasardeuses, sur une « nouvelle guerre froide ». Cette idée n'est donc pas nouvelle, elle semble même assez dépassée, mais elle fut pourtant l'objet d'un ouvrage publié récemment par Graham Allison, politologue américain plus connu pour ses travaux sur l'Arms control que l'Asie, dans lequel il invoque le piège de Thucydide pour prophétiser une transition de puissance qui conduirait à une

confrontation. Et avec la crise du Covid-19, la mention de guerre froide a envahi la sphère médiatique, témoignant sans doute d'un binarisme que la fin de la guerre froide – la vraie – n'est pas parvenue à effacer. Qu'il s'agisse d'une guerre froide ou d'un conflit ouvert, cette lecture de la relation entre les deux pays, assez en vogue outre-Atlantique et invoquée plus que constatée dans les cercles atlantistes, me semble très inappropriée pour de nombreuses raisons. D'abord, il n'y a pas aujourd'hui de lutte idéologique entre la Chine et les Etats-Unis, or l'idéologie était précisément au cœur de la guerre froide. On constate par ailleurs une très grande dépendance mutuelle – pas une interdépendance pour autant, ce qui était précisément l'argument de ceux qui voyaient se profiler une « Chinamérique » - entre Washington et Pékin, l'un et l'autre évoluant dans le même système-monde, or la guerre froide était une opposition de deux systèmes-monde. La guerre froide fut une rivalité revendiquée par les deux principaux intéressés, ce qui n'est pas le cas actuellement, puisque seul Washington semble adhérer au principe d'une confrontation de type-guerre froide. Les alliances, au cœur de la bipolarité, sont aujourd'hui remises en cause côté américain, et difficiles à composer côté chinois. On ne relève pas ainsi deux blocs en compétition comme ce fut le cas entre 1945 et 1991.

La multipolarité a également montré ses limites, et des plateformes comme le G-20 ou le G-8 (redevenu G-7, ce qui est significatif) sont de plus en plus contestées, comme le sont les organisations onusiennes. Nous vivons dans un monde où les désaccords prennent le dessus sur la coopération, et où les actions unilatérales s'imposent face à la multipolarité. Dans ce décor, les sombres prophéties de Ian Bremmer sur le G-zéro semblent malheureusement plus en phase avec les déséquilibres mondiaux que nous observons. Ce G-zéro signifie une absence de leadership, un concert des nations articulé autour de tensions et rivalités plus que la coopération entre les puissances. Il signifie aussi des zones d'influence et une implication à la carte, en fonction de l'évaluation de l'intérêt national et de la prise de risque. Et d'autres termes, sur certains dossiers des puissances comme les Etats-Unis et la Chine pourraient coopérer, tandis qu'elles seraient rivales sur d'autres et, en certains cas, absentes.

Ce G-zéro, architecture de la rivalité d'une certaine manière, suppose aussi que les grandes puissances cherchent à prendre l'ascendant sur les autres, en privilégiant certains dossiers sur lesquelles elles sont en position de force, et misant sur des partenariats régionaux ou mondiaux, sectoriels ou plus ambitieux. Mais dans

tous les cas, il ne s'agit pas ici de recomposer des systèmes d'alliance, et les initiatives de Pékin en direction des BRICs ou de ses voisins dans le cadre de l'OCS répondent à un opportunisme plus qu'à une logique de bloc (le fait de trouver dans l'OCS des pays rivaux comme l'Inde et le Pakistan l'illustre bien). Les coalitions « à la carte » et les alliances de circonstance, tout autant qu'un leadership fluctuant, semblent traduire l'équilibre – ou déséquilibre – mondial dans lequel nous entrons.

Comment la Russie adhère-t-elle à la vision de la multipolarité ? Et quel regard Moscou porte sur la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis à la lumière des développements récents ?

Face au processus de constitution d'un monde multipolaire, les dirigeants russes ont formulé la notion de démocratie souveraine. Vladimir Poutine a exprimé ce constat à plusieurs reprises en soulignant qu'il n'y aura pas d'organisation de la communauté des nations sans le respect de la souveraineté de chacune d'entre elles. Il estime qu'il ne peut pas y avoir de légalité sans existence d'une légitimité. Cette dernière se construit dans un univers structuré par des intérêts divergents et valeurs multiples sur la base de la souveraineté. Le rôle de l'Etat est donc très important. Dmitrii Trenine, politologue russe constate que la crise du covid-19 va dans le sens de cette thèse chère aux autorités russes : « à l'heure où la communauté internationale se fragmente et où l'ordre libérale recule, l'Etat se réaffirme comme le principal acteur sur la scène globale ». Sergei Lavrov, ministre des Affaires Etrangères, a mentionné de son côté que partout dans le monde où existent ou non des structures d'intégration, ce sont les Etats qui ont géré la pandémie. Cela appuie fortement le constat sur l'inefficacité relative des organisations multilatérales face à la pandémie et les autorités russes visent notamment l'Union européenne. D'après Lavrov, « cette crise a coïncidé avec le débat croissant sur l'équilibre entre le fonctionnement des institutions supranationales et les responsabilités des gouvernements locaux ».

D'après Dmitri Trenine, dans le contexte actuel les Etats-Unis renoncent progressivement à un leadership global qui leur est devenu pesant pour se focaliser sur des enjeux nationaux. L'inquiétude concernant la place de la Russie dans le duel Chine – Etats-Unis est visible. La Chine est perçue par les Etats-Unis comme un concurrent stratégique sérieux et même un rival systémique, susceptible de faire de l'ombre au leadership américain sur le plan international. La Russie est pour sa part vue comme une puissance pauvre qui ne dispose ni des ressources ni des

forces suffisantes pour rivaliser avec les Etats-Unis, mais qui ne rate jamais l'occasion de nuire à leurs intérêts. Entre Washington et Pékin, la Russie a pour principal objectif de maintenir ses frontières actuelles, tout en gardant le territoire de la Crimée et le régime mis en place par Vladimir Poutine, basé sur une idéologie.

Le partenariat avec la Chine est important pour la Russie malgré le fait qu'il est fragile compte-tenu de son caractère asymétrique. Le pays est très fragilisé par son déclin démographique, sa dépendance aux hydrocarbures et aux matières premières. Un de ses objectifs est de développer le potentiel économique à l'est de son territoire sans trop dépendre des investissements chinois en Sibérie. Cette dépendance pourrait en effet conduire à une sinisation de ces régions tandis que 80% de la population vit dans la partie européenne. Il est important pour Moscou de garder une certaine indépendance en matière de politique étrangère et diversifier ses relations économiques, ce qui pourrait générer des tensions avec Pékin.

Des experts russes en politique étrangère appellent de leur côté à la diversification de la politique étrangère et affirment que la Russie devrait prendre une nouvelle posture globale pour peser davantage dans la nouvelle période qui s'ouvrent. Sa politique internationale devrait être qualifiée de pragmatique. Poutine a profité de la chute des prix du pétrole pour établir un canal bilatéral de dialogue énergétique avec président américain. Il est évident que la Russie va défendre son « partenariat stratégique » avec la Chine tout en évitant de devenir un partenaire « secondaire », et économiquement dépendant. Les intérêts russes et chinois coïncident partiellement mais divergent également sur de nombreux points. Ainsi, Pékin ne soutient pas la Russie sur la question ukrainienne et ne reconnaît pas le rattachement de la Crimée. Moscou ne partage pas la position de la Chine sur les questions territoriales en mer de Chine méridionale et sur ses désaccords avec New Delhi et Hanoi. Par ailleurs la Russie va certainement entreprendre des efforts pour développer plus des partenariats avec les pays d'Asie, notamment l'Inde et le Japon, l'un et l'autre étant perçus comme de potentiels rivaux de Pékin. Dans cette optique de recherche d'une nouvelle posture globale, la Russie va enfin renforcer ses relations avec l'Europe qui est son partenaire économique le plus important. Cela pourrait impliquer pour elle des concessions sur la question ukrainienne.

La Chine a choisi la fermeté dans sa manière de communiquer avec notamment une diplomatie dite du « loup combattant » qui semble débrider la puissance de la Chine, définie par la

Commission européenne comme un « partenaire stratégique » mais aussi un « adversaire systémique ». Est-on à l'aune d'un changement durable de stratégie diplomatique de Pékin vis-à-vis de l'Europe ?

La puissance chinoise s'affirme, et ne se contente plus des chiffres élogieux d'une croissance économique soutenue – bien que ralentie désormais. Cela signifie que le sentiment de fierté nationale retrouvée, sans lequel on ne saurait comprendre le rapport de la Chine au monde depuis un siècle-et-demi, est aujourd'hui exacerbé, au risque de l'arrogance, quand on regarde la manière avec laquelle la Chine fait pression sur des pays plus faibles. Ce sentiment de fierté, qui puise sa légitimité dans l'ascension spectaculaire de la Chine et son retour sur le devant de la scène, s'exprime à la fois dans la population et chez les responsables politiques. On voit ainsi une diplomatie plus décomplexée et qui semble avoir abandonné les préceptes de Deng Xiaoping sur la nécessité de garder un profil bas sur la scène internationale. Mais le « petit timonier » avait fait cette recommandation au début des années 1990, et les temps ont bien changé en trente ans. Cette diplomatie plus agressive n'est pas nouvelle, puisqu'on relève depuis une quinzaine d'années de plus en plus de réponses au tac-au-tac de Pékin aux critiques, mais elle est de plus en plus visible, et avec les « loups combattants », en référence au film chinois à grand succès *Wolf Warrior 2*, les diplomates ont désormais pour mission, aux côtés de leur rôle comme exécutants du soft power chinois, de montrer la fermeté et la détermination du régime. Nous ne sommes effectivement pas habitués à ces pratiques, les diplomates chinois étant jusqu'à récemment restés très discrets, et ne permettaient pas de faire des commentaires sur les pratiques des autres pays, en vertu d'une non-ingérence systématiquement invoquée par la Chine. Mais quand on critique la gestion des EPHAD en France pendant la crise du Covid-19, il s'agit bien d'une ingérence. De tels incidents se répéteront, ils pourraient même se multiplier en ce qu'ils témoignent de cette affirmation de puissance de la Chine.

La question de la dépendance économique et commerciale est étroitement associée à ce phénomène, en vertu d'une équation très simple : plus un pays est dépendant de l'économie et des investissements chinois, moins sa marge de manœuvre est importante. Dans le voisinage de la Chine, on parle d'un hégémon et même parfois d'une néo-vassalité pour décrire un rapport de force déséquilibré à l'avantage de la Chine, cette dernière en tirant profit. Les incidents sont nombreux, et ont concerné des pays comme le Laos, la Mongolie (l'un et l'autre très dépendants de la

Chine) et même, à l'occasion de la crise des THAAD en 2017, la Corée du Sud – Pékin avait alors engagé des mesures de rétorsion économique pour faire pression sur les choix stratégiques de Séoul. En Europe, certains pays sont plus « dépendants » de la Chine que d'autres, et leur marge de manœuvre s'en trouve ainsi plus limitée. Notons d'ailleurs à ce titre que la Chine agit ici comme n'importe quelle grande puissance, et on pourrait par exemple imaginer les mesures de rétorsion de Washington dans les années 1950 face à un pays bénéficiaire du plan Marshall qui aurait osé critiquer les desseins hégémoniques américains en Europe ! Mais dans le cas de la Chine s'ajoute à ce déséquilibre la nature du régime. Ainsi, est-il possible pour un pays très dépendant de Pékin de critiquer les violations des droits de l'homme, le traitement des minorités, le contrôle de l'information ou encore le discours martial à l'égard de Taiwan ? C'est pourquoi le partenariat avec la Chine, qui est une nécessité économique, ne doit pas se faire au détriment des valeurs et de la souveraineté politique des pays européens. Plutôt que de bomber le torse avec fierté et refuser en bloc ce partenariat – sans aucune alternative, rappelons-le, car la réindustrialisation est une fable et les autres partenaires ne sont pas au niveau de Pékin – la bonne attitude consiste à établir une relation d'égal à égal, et à avancer sans naïveté, mais sans tentation de diaboliser non plus.

Comment la Russie se positionne-t-elle sur cette relation entre la Chine et l'Europe, compte-tenu de sa localisation géographique et de ses intérêts stratégiques et économiques ? Et la fermeté affichée de Pékin aurait-elle des répercussions sur Moscou ?

Malgré les désaccords sur la question ukrainienne, l'Union européenne reste le principal partenaire économique de la Russie et représente entre 40 et 50% de ses échanges extérieurs, donc trois fois le volume du commerce avec la Chine. L'UE reste également le premier investisseur. Même culturellement les Russes se sentent européens. A leur tour les Européens, par la proximité géographique, sont des excellents clients mais contrairement à la Chine ne peuvent pas offrir autant sur le plan stratégique. C'est pour cette raison qu'il est erroné de penser que la Russie se rapprochera inexorablement de l'Europe au détriment de la Chine, la réalité étant plus contrastée.

La politique de fermeté adoptée par la Chine pendant la crise de Covid-19 l'a positionnée en tête des puissances perturbatrices aux yeux des pays occidentaux, plaçant de fait la Russie au second rang des puissances nuisibles. La dégrada-

tion des relations sino-américaines et sino-européennes pourrait déclencher un nouveau paradigme des relations internationales, surtout commerciales. Contrairement à Washington, les Européens ne considèrent ni la Russie ni la Chine comme des adversaires, mais la crise fait émerger une opinion que la Chine est un partenaire à risque. Le rapport de la Commission européenne de mars 2019 la définit ainsi comme un partenaire, un concurrent et un rival systémique. Dans ce contexte, Moscou bénéficie indirectement du durcissement de la position de l'UE envers la Chine. La crise aura également nourri une prise de conscience de l'interdépendance trop forte avec l'économie chinoise et de la nécessité de diversifier des chaînes de production ou d'approvisionnement. Dans cette recherche de diversification, la Russie peut être gagnante. Contrairement à l'agressivité de la communication chinoise, la Russie s'est mise en retrait et semble mettre une pause sur son hostilité envers l'Occident. En parallèle elle démontre la capacité de projection de sa puissance au sein de l'Union Européenne en affichant sa générosité via l'aide humanitaire pour souligner l'incapacité des dirigeants européens à gérer la crise. En contrepartie de la main tendue, Vladimir Poutine demande l'arrêt des sanctions adoptées en marge du conflit ukrainien. Cette demande a été refusée par les Etats-Unis et l'UE et le ton conciliant adopté par Moscou n'a pour l'heure rien changé à la question ukrainienne. Même si certains pays européens comme la France souhaitent renouer des liens avec Moscou, ce n'est pas le cas des pays d'Europe centrale et orientale, qui considèrent la Russie comme une menace

КРАТКОЕ СОДЕРЖАНИЕ СТАТЬИ

Управление пандемией в Китае

Рассматривая внутреннюю политику Китая в условиях пандемии, нужно обратить внимание на национальную специфику реакции на этот кризис. Вирус появился в Китае, местные и национальные власти не были способны предвидеть его развитие, у них не было ни малейшего представления о правильном методе управления пандемией. Через несколько недель, которые недоброжелатели Пекина считают слишком длительной задержкой, но, тем не менее, быстрой с учетом контекста, Китай реализует чрезвычайный план беспрецедентного масштаба, в частности изоляцию гигантского мегаполиса Ухань и нескольких других регионов, где выявлены случаи заболевания. В общей сложности, мы говорим о 250-300 миллионах человек, которые в январе вступают в фазу чрезвычайно строгой

изоляции. Таким образом, Ухань полностью изолирован и будет оставаться таковым более 70 дней.

Чтобы выявлять больных и лечить их, был также мобилизован медицинский персонал со всей страны, увеличено количество мест в больницах, в частности, путем строительства временных больничных зданий в Ухане за несколько дней. Поэтому реакция Китая была впечатляющей с точки зрения колоссальных средств, используемых для сдерживания болезни.

В первые недели кризиса китайские социальные сети проявили признаки озабоченности, а также и недоверия, со свидетельствами очевидцев и упоминаниями о задержках, а также об отсутствии правдивой информации. Не потому, что китайский режим является авторитарным, в этой стране нет места для недовольств. Борьба с Covid-19 явилась наглядным примером этому. Однако, после периода критики, центральное правительство взяло ситуацию в свои руки, уволив в начале февраля местных чиновников и усилив контроль над информацией, распространяемой в социальных сетях. Си Цзиньпин, который находился в стороне в течение двух недель, вернулся на сцену, когда ситуация, казалось, лучше контролировалась. Однако он поспешил бы считать, что вышел победителем из этого кризиса, который позволил его премьер-министру Ли Кэцянью - человеку Ху Цзиньтао, а не Си - быть в центре управления (он, в частности, посещал Ухань с января). Эта ситуация предвещает внутреннее соперничество.

Управление пандемией в России

К концу марта были закрыты все государственные границы и приостановлено воздушное сообщение. 14 марта Владимир Путин заявил, что эпидемия находится под контролем, но на самом деле не все идет по плану. Негативный эффект пандемии Covid-19 удваивается из-за нефтяного шока и расстраивает планы президента России, которому предстоит столкнуться с падением цен на нефть и, следовательно, угрозой для федерального бюджета. Референдум, назначенный для внесения поправок в Конституцию, был даже отложен, а грандиозный военный парад 9 мая отменен. Лишь 25 марта российский президент обратился к народу с официальной речью и предупредил его об опасности, призвав самоизолироваться на неделю. В результате популярность президента резко падает. Чтобы сохранить имидж сильного лидера, президент делегирует управление эпидемией

губернаторам регионов. 1 апреля Владимир Путин подписывает закон, который дает правительству право объявлять режим чрезвычайной ситуации на всей или части территории России в случае эпидемии. Он также предложил губернаторам самостоятельно управлять кризисом в своем регионе с возможностью адаптации мер в соответствии с развитием ситуации. Но тот факт, что применяемые меры по охране здоровья не являются единообразными по всей стране, отчасти объясняет рост пандемии. Таким образом, каждый регион, где ситуация сильно отличается, решал на местном уровне снизить ограничительные меры с 11 мая. Важно отметить, что у местных лидеров не так много ресурсов. Но в то же время больницы недостаточно оснащены и испытывают нехватку материальных средств. По оценкам Школы перспективных экономических исследований, с экономической точки зрения у 40% населения снизилась покупательная способность, а 10% россиян потеряли работу. К концу августа границы все еще были закрыты, и Россия сохраняла запрет на въезд на свою территорию для иностранных граждан.

Международная политика Китая в ситуации кризиса

Как это часто повторяется, Китай применяет два метода чтобы возобновить свое «великое соблазнение»: с одной стороны, мягкая сила и многополярность; с другой стороны, значительные финансовые средства, которых нет у других великих держав. Таким образом, «дипломатия масок» является неотъемлемой частью китайской стратегии мягкой силы - продуманной еще в 1990-х и реализованной в 2000-х - с инициативой «Нового шелкового пути». Интересно, что эта стратегия помощи не ограничивается несколькими игроками, она предназначена для глобального масштаба. Таким образом, европейские страны, серьезно пострадавшие от февральского кризиса, извлекли выгоду из этого «китайского очарования», но это также касается африканского континента, Ближнего Востока или Юго-Восточной Азии. И если бы бразильским президентом не был Болсонару, эта страна, несомненно, была бы в верхней части списка бенефициаров этой дипломатии масок (это касается медицинского оборудования и даже медицинских бригад в некоторых случаях). Однако, Китай не показывает себя наивным. Ему необходимо возобновить глобализацию, в которой он стал главным игроком, и поэтому Пекин стремится как можно быстрее вывести своих

экономических и торговых партнеров из кризиса по необходимости, а не по собственному выбору. Но, в конце концов, это Китай, способный и своевольный, он выдвигается вперед в то время, когда американское лидерство отсутствует.

Российская международная политика в условиях кризиса

Международная медицинская помощь, предлагаемая Россией, несомненно, демонстрирует некоторые из ее дипломатических приоритетов, будь то помощь Венесуэле, отправка масок и медицинской помощи в Италию или доставка медицинского оборудования в США и Сербию. Эти действия преследуют двойную цель - продемонстрировать российскую благосклонность, с одной стороны, и подчеркнуть неспособность европейских лидеров выйти из этого кризиса, с другой. Таким образом, Москва подражает своему китайскому партнеру, а также показывает, что она способна управлять международным кризисом. Более того, предложение об отмене санкций в условиях пандемии была единственным вкладом Владимира Путина в повестку дня G20 от 26 марта 2020 года. Что касается ближнего зарубежья, которое находится в центре внимания стратегических приоритетов России, миллион тестов был разослан партнерам из СНГ, странам постсоветского пространства. 217 миллионов долларов США на 10 лет были предоставлены Молдове под низкую годовую двухпроцентную ставку. Также поддержка была оказана Узбекистану и странам-членам Евразийского экономического союза (Армения, Беларусь, Кыргызстан). Владимир Путин также подписал указ, запрещающий депортацию иностранцев из бывших советских республик. Он также предусматривает автоматическое продление срока действия виз и видов на жительство с 15 марта по 15 июня. Однако закрытие границ с Россией оказало влияние на страны-члены Евразийского экономического союза. Это привело к сокращению перевозок товаров, но также предотвратило въезд тысяч рабочих из Средней Азии для участия в сельскохозяйственных работах в летний сезон. Этот факт повлияет на сельское хозяйство России, а также на страны Центральной Азии, экономика которых во многом зависит от трудовых мигрантов. Проявляя небольшую солидарность в управлении кризисом, Россия ясно показывает, что создание этого союза преследует чисто геополитические цели, которые стали второстепенными, когда она

столкнулась с собственными экономическими проблемами, вызванными пандемией. В целом, поглощенная управлением кризисом внутри страны и его последствиями, Россия меньше присутствует на международной арене.

Какую позицию занимает Россия в мультиполярном мире и в соперничестве между Китаем и Америкой

Несмотря на разногласия по украинскому вопросу, Европейский Союз остается основным экономическим партнером России и составляет от 40% до 50% ее внешней торговли, что в три раза превышает объем торговли с Китаем. ЕС также остается крупнейшим инвестором. Даже культурно россияне чувствуют себя европейцами. В свою очередь, европейцы в силу своей географической близости являются отличными клиентами, но, в отличие от Китая, не столь интересны стратегически. Именно по этой причине неверно предполагать, что Россия будет неумолимо приближаться к Европе и удаляться от Китая, реальность более неоднозначна.

Твердая политика Китая и агрессивная коммуникация

Твердая политика, принятая Китаем во время кризиса, связанного с Covid-19, позиционирует его как ведущую разрушительную силу в глазах западных стран, фактически помещая Россию на вторую позицию среди вредоносных держав.

Ухудшение китайско-американских и китайско-европейских отношений может вызвать новую парадигму в международных отношениях, особенно в торговле. В отличие от Вашингтона европейцы не видят в России или Китае противников, но кризис заставляет думать, что Китай является рискованным партнером. Таким образом, в отчете Европейской комиссии за март 2019 года он определяется как партнер, конкурент и системный соперник. В этом контексте Москва косвенно выигрывает от ужесточения позиции ЕС в отношении Китая. В этом стремлении к диверсификации Россия может оказаться победителем.

Россия, похоже, отказалась от проявлений враждебности по отношению к Западу. В то же время она демонстрирует способность проецировать свою мощь в Европейском Союзе, демонстрируя свою щедрость в виде гуманитарной помощи, чтобы подчеркнуть неспособность европейских лидеров справиться с кризисом. В обмен на протянутую руку Владимир Путин призывает к отмене санкций, принятых на почве украинского конфликта. Эта просьба была отклонена Соединенными Штатами и ЕС, и примирительный тон Москвы пока не изменил украинский вопрос. Даже если некоторые европейские страны, такие как Франция, хотят восстановить отношения с Москвой, это не относится к странам Центральной и Восточной Европы, которые видят в России главную угрозу.

Dr. Barthélemy Courmont, Maître de Conférences à l'Université Catholique de Lille (France), (barthelemy.courmont@univ-catholille.fr)

Dr. Natalia Guilluy-Sulikashvili, Vice Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines à l'Université Catholique de Lille (France), (e-mail : natalia.sulikashvili@univ-catholille.fr)

LA CHINE ET LA RUSSIE FACE AU COVID-19 : APPROCHE COMPARATIVE

La gestion de la crise du Covid-19 relève des différences très prononcées entre les différents pays fortement impactés par la pandémie. Les Etats-membres de l'Union européenne ont ainsi adopté des stratégies très différentes, avec des résultats contrastés, et l'Amérique du Sud offre des gestions parfois totalement opposées entre pays limitrophes, comme le Brésil et l'Uruguay. La Chine et la Russie, qui partagent une frontière de plusieurs milliers de kilomètres et ont fortement développé leurs relations, économiques et politiques, au cours des dernières années, n'échappent pas à ces contrastes, tant dans la réactivité des pouvoirs publics face à la crise sanitaire que dans la capacité à en sortir puis à proposer un nouvel agenda politique et géopolitique. Aussi, et compte-tenu du niveau de partenariat entre Moscou et Pékin, il convient de dresser un comparatif de la manière avec laquelle ces deux pays ont fait face à la pandémie, et de soulever la question de l'évolution des équilibres internationaux qui y est directement associée.

Mots-clés: pandémie, coronavirus, Russie, Chine, politique internationale